

Ignacio Ramonet

L'empire de la surveillance

*Suivi de deux entretiens avec Julian Assange
et Noam Chomsky*

COLLECTION
FOLIO ACTUEL

Ignacio Ramonet

L'empire de la surveillance

suivi de deux entretiens avec

Julian Assange

Noam Chomsky

Postface inédite

Gallimard

Ouvrage publié en partenariat avec l'association
Mémoire des luttes.

© Éditions Galilée, 2015.
© Éditions Gallimard, 2024, pour la présente édition.

Couverture : Illustration © Seamartini / iStock.

Ignacio Ramonet (Espagne, 1943) est docteur en sciences sociales (EHESS, Paris). Il fut directeur du Monde diplomatique (1990-2018) et professeur de théorie de la communication à l'Université Paris-VII (1975-2005). Il est l'un des fondateurs de l'association ATTAC et du Forum social mondial dont il a proposé le slogan : Un autre monde est possible. Il a reçu plusieurs distinctions internationales dont le Prix CLACSO 2018 « pour son remarquable parcours académique et ses apports au développement des sciences sociales » (Buenos Aires, 2018).

*À Geluca
et à Artémis*

Introduction

« Surveiller : observer attentivement quelqu'un ou quelque chose pour le contrôler. »

Dictionnaire Larousse

L'idée d'un monde placé sous « surveillance totale » a longtemps paru un délire utopique ou paranoïaque, fruit de l'imagination plus ou moins hallucinée des obsessionnels du complot. Il faut pourtant se rendre à l'évidence : nous vivons, ici et maintenant, sous l'emprise d'une sorte d'Empire de la surveillance. À notre insu, nous sommes de plus en plus observés, épiés, surveillés, contrôlés, fichés. Chaque jour, des technologies nouvelles affinent le pistage de nos traces. Des firmes commerciales et des agences publicitaires fouillent notre vie. Au prétexte de lutter contre le terrorisme ou d'autres fléaux¹, des gouvernements — y compris les plus démocratiques — s'érigent en *Big Brother*, n'hésitant plus à enfreindre leurs propres lois pour mieux nous espionner. En secret, les nouveaux États orwelliens, avec l'aide, souvent,

des géants du Net, cherchent à établir des fichiers exhaustifs de nos contacts et de nos données personnelles² telles qu'elles figurent sur différents supports électroniques.

Après la vague d'attaques terroristes qui frappe, depuis vingt ans, des villes comme New York, Washington, Paris, Toulouse, Bruxelles, Boston, Ottawa, Oslo, Londres, Madrid, Tunis, Marrakech, Casablanca, Ankara, etc., les autorités n'ont pas manqué d'utiliser le grand effroi de sociétés sous le choc pour intensifier la surveillance et réduire d'autant la protection de notre vie privée.

Entendons-nous bien, le problème n'est pas la surveillance en général, c'est la *surveillance de masse clandestine*. Il va de soi que, dans un État démocratique, les autorités ont toute légitimité, en s'appuyant sur la loi et avec l'autorisation préalable d'un juge, de placer sous surveillance toute personne qu'elles estiment suspecte. Comme le dit Edward Snowden :

Pas de problème s'il s'agit de mettre sur écoute Oussama Ben Laden. Aussi longtemps que les enquêteurs doivent avoir la permission d'un juge — un juge indépendant, un vrai juge, pas un juge secret —, et peuvent prouver qu'il y a une bonne raison de délivrer un mandat, alors ils peuvent faire ce travail. Et c'est comme cela que ça doit se faire. Le problème, c'est lorsqu'ils nous contrôlent tous, en masse, tout le temps, sans aucune justification précise pour nous intercepter, sans aucun indice juridique spécifique démontrant qu'il existe une raison plausible à cette violation de nos droits³.

À l'aide d'algorithmes de plus en plus perfectionnés, des milliers de chercheurs, d'ingénieurs, de mathématiciens, de statisticiens, d'informaticiens traquent et criblent les informations que nous générons sur nous-mêmes. Des satellites et des drones au regard perçant nous suivent depuis l'espace. Dans les aéroports, des scanners biométriques analysent notre démarche, « lisent » notre iris et nos empreintes digitales. Des caméras infrarouges mesurent notre température corporelle. Les pupilles silencieuses des caméras vidéo nous scrutent sur les trottoirs des villes ou dans les allées des hypermarchés⁴. Elles nous pistent aussi au bureau, dans les rues, dans l'autobus, à la banque, dans le métro, au stade, dans les parkings, les ascenseurs, les centres commerciaux, les routes, les gares, les aéroports.

De surcroît, avec le développement en cours de l'« Internet des objets », de nombreux éléments de notre foyer (réfrigérateur, armoire à pharmacie, cave à vins, etc.), voire même notre véhicule⁵, vont aussi pouvoir fournir des informations précieuses sur nos pratiques de vie les plus personnelles.

Il faut dire que l'inimaginable révolution numérique que nous vivons, et qui bouleverse déjà tant d'activités et de professions, a chamboulé aussi totalement le champ du renseignement et de la surveillance. À l'heure d'Internet, celle-ci est devenue omniprésente et parfaitement immatérielle, imperceptible, indécélable, invisible. En plus, elle est désormais, techniquement, d'une excessive simplicité.

LOGICIELS ESPIONS

Finis les grossiers travaux de maçonnerie pour installer câbles et micros, comme dans le célèbre film *Conversation secrète*⁶ où on voyait un groupe de « plombiers » présenter, dans un Salon consacré aux techniques de surveillance, des mouchards plus ou moins bricolés, équipés de boîtiers débordant de fils électriques qu'il fallait dissimuler dans les murs ou sous les planchers... Plusieurs scandales retentissants à l'époque — l'affaire du Watergate⁷ aux États-Unis ; celle des « plombiers du Canard⁸ » en France —, humiliants échecs pour les officines de renseignement, démontrèrent les limites de ces vieilles méthodes mécaniques, aisément détectables et repérables.

Aujourd'hui, mettre quelqu'un sur écoute est devenu d'une déconcertante facilité, à la portée du premier venu. Une personne ordinaire voulant espionner son entourage trouve en accès libre et dans le commerce un large choix d'options⁹. D'abord des manuels d'instruction très didactiques « pour apprendre à pister et à espionner les gens¹⁰ ». Et pas moins d'une demi-douzaine de logiciels espions (mSpy, GsmSpy, FlexiSpy, Spyera, EasySpy) qui « lisent » sans problème les contenus des téléphones portables¹¹ : SMS, e-mails, comptes Facebook, WhatsApp, Twitter, etc.

Avec l'essor de la consommation en ligne, la surveillance de type commercial s'est aussi

grandement développée, et a donné naissance à un gigantesque marché de nos données personnelles, devenues des marchandises. Lors de chacune de nos connexions sur un site, des cookies¹² gardent en mémoire l'ensemble des recherches effectuées et permettent d'établir notre profil de consommateur. En moins de vingt millisecondes, l'éditeur du site visité vend aux annonceurs potentiels les informations nous concernant, collectées en particulier par les cookies. À peine quelques millisecondes plus tard, la publicité supposée avoir le plus d'impact sur nous surgit sur notre écran. Et nous voilà définitivement fichés¹³.

UNE ALLIANCE SANS PRÉCÉDENT

La surveillance s'est en quelque sorte « privatisée » et « démocratisée ». Ce n'est donc plus une affaire réservée aux seuls services étatiques de renseignement. Mais, en même temps, les capacités des États en matière d'espionnage de masse se sont accrues de façon exponentielle. Et cela en raison aussi des étroites complicités nouées avec les grandes firmes privées qui dominent les industries de l'informatique et des télécommunications. Dans l'entretien que nous publions dans la seconde partie de cet ouvrage, Julian Assange, fondateur de WikiLeaks¹⁴, affirme :

Les nouvelles sociétés, comme Google, Apple, Microsoft, Amazon et plus récemment Facebook

ont établi des liens étroits avec l'appareil d'État à Washington, en particulier avec les responsables de la politique étrangère. Cette relation est devenue une évidence [...]. Ils ont les mêmes idées politiques et partagent une vision du monde identique. Et, au bout du compte, les liens étroits et la vision du monde commune de Google et de l'Administration américaine sont au service des objectifs de la politique étrangère des États-Unis¹⁵.

Cette alliance sans précédent — État + appareil militaire de sécurité + industries géantes du Web — a donc produit cet Empire de la surveillance dont l'objectif très concret et très clair est de mettre Internet, tout Internet, et tous les internautes, sur écoute.

À ce stade, il faut clairement garder à l'esprit deux idées bien précises :

1) Le cyberspace est devenu une sorte de cinquième élément. Le philosophe grec Empédocle soutenait que notre monde était constitué d'une combinaison de quatre éléments : terre, air, eau et feu. Mais la découverte d'Internet, avec son mystérieux interespace superposé au nôtre, formé de milliards d'échanges numériques de toute nature, de son *streaming* et de son *clouding*, a fait surgir un nouvel univers pour ainsi dire quantique, qui vient compléter, comme un authentique cinquième élément, la réalité de notre monde contemporain.

À cet égard, notons que chacun des quatre éléments traditionnels constitue, historiquement, un champ de bataille, un lieu de confrontation. Et que les États ont dû développer des composantes spécifiques des forces armées, adaptées à chacun

de ces éléments : l'armée de terre, l'armée de l'air, la marine et, avec un caractère plus singulier, les pompiers ou « guerriers du feu ». Aujourd'hui, pour la première fois depuis l'essor de l'aviation en 1914-1918, aux trois armées traditionnelles et aux combattants du feu est venue naturellement s'ajouter une armée dont l'écosystème est le cinquième élément : la *cyberarmée*, en charge de la cyberdéfense avec ses propres structures organiques, son état-major, ses cyberfantassins et ses armements spécifiques à base de superordinateurs prêts à livrer, dans la sphère d'Internet, la cyber-guerre numérique¹⁶.

2) Internet s'est recentralisé. Au départ, la Toile fut perçue comme une explosion de possibilités d'expressions individuelles permettant d'échapper à la dépendance des monopoles d'État (poste, télégraphe, téléphone), des géants des télécoms et des grands médias dominants (presse, radio, télévision). Elle était synonyme de liberté, d'évasion, de créativité. Vingt-cinq ans plus tard, elle est en train de subir une violente *recentralisation* autour de quelques colossales firmes privées, les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft), toutes américaines, qui accaparent, à l'échelle planétaire, les différentes facettes de la Toile, et dont sont fortement dépendants les quelque 3,5 milliards d'internautes. Lesquels, en retour, les nourrissent — et les enrichissent formidablement — de toutes leurs données personnelles.

Pour les générations de moins de 40 ans, la Toile est tout simplement l'écosystème dans lequel elles ont affiné leur esprit, leur curiosité,

leurs goûts et leur personnalité¹⁷. À leurs yeux, Internet n'est pas uniquement un outil autonome que l'on utiliserait pour des tâches concrètes. C'est une immense sphère intellectuelle où l'on apprend à explorer librement tous les savoirs. Et, simultanément, une agora sans bornes, un forum où les gens se rencontrent, dialoguent, échangent et acquièrent, souvent en partage, une culture, des connaissances, des valeurs.

Pour ces nouvelles générations, Internet représente ce qu'étaient pour leurs aînés, à la fois l'École et la Bibliothèque, l'Art et l'Encyclopédie, la Polis et le Temple, le Marché et la Coopérative, le Stade et la Scène, le Voyage et les Jeux, le Cirque et le Bordel... C'est tellement fabuleux que « l'individu, tout à son plaisir d'évoluer dans un univers technologique, ne se préoccupe pas de savoir, et encore moins de comprendre, que des machines gèrent son quotidien. Que chacun de ses faits et gestes est enregistré, filtré, analysé, éventuellement surveillé. Que, loin de le libérer de ses entraves physiques, l'informatique communicante constitue sans doute le plus formidable outil de surveillance et de contrôle que l'homme ait jamais mis au point¹⁸ ».

Et ce n'est pas fini. Car, insatiables, les géants du Net voudraient maintenant étendre leur emprise, sous prétexte d'émancipation et de libération, à l'ensemble de l'humanité. Évoquant les catastrophes industrielles qui sont, par définition, contemporaines de l'âge industriel, Paul Virilio nous a appris que l'invention du train, par exemple, avait entraîné, *en même temps*,

l'invention de l'accident de train. Avec le Web, c'est pareil. La catastrophe industrielle d'Internet, c'est la surveillance de masse. À laquelle n'échappent — consolation des pauvres — que ceux qui n'ont pas le Web, soit environ la moitié des habitants de la planète.

Les géants du Net — Google, Facebook et Microsoft en particulier — veulent d'ailleurs mettre un terme à cette injustice : « Si nous connectons les quatre milliards de personnes qui ne disposent pas d'accès à Internet, nous avons une chance historique d'élever l'ensemble du monde dans les prochaines décennies », a déclaré, par exemple, le patron de Facebook, Mark Zuckerberg¹⁹.

Devant l'ONU, le 26 septembre 2015, inscrivant leur démarche dans le cadre des objectifs de développement durable fixés par les Nations unies pour éradiquer la pauvreté extrême d'ici 2030²⁰, Zuckerberg, Bill Gates, fondateur de Microsoft, Jimmy Wales, fondateur de Wikipédia, et d'autres²¹, ont insisté : « Internet appartient à tout le monde, il devrait donc être accessible à tout le monde²² ». Facebook n'avait d'ailleurs pas attendu pour lancer, en août 2013, Internet.org, une application pour smartphone permettant aux populations des pays pauvres d'accéder gratuitement au réseau Facebook et à une sélection d'une quarantaine de sites, dont Wikipédia²³.

De son côté, Alphabet (Google) a mis au point son propre projet d'extension de l'accès à Internet au monde entier. La firme globale compte notamment s'appuyer sur son programme, Loon, de ballons gonflés à l'hélium dans la stratosphère pour

apporter gratuitement aux damnés de la Terre les bienfaits de son moteur de recherche.

Sans nullement mettre en doute le souhait de ces géants du Net d'améliorer le sort de l'humanité, on peut se demander si des considérations plus commerciales ne les motivent pas également. Car pour ces entreprises incontournables, en situation de quasi-monopole planétaire, le nombre de connectés constitue la principale richesse. Facebook ou Google, par exemple, ne vendent rien aux internautes ; elles vendent leurs milliards d'internautes à des annonceurs. Normal, donc, qu'elles veuillent désormais leur vendre *tous* les habitants de la Terre. Simultanément, opération double, quand le monde entier sera connecté, elles pourront transmettre *toutes les données personnelles* de tous les Terrestres à la NSA... Bienvenue dans l'Empire de la surveillance !

LA VOLONTÉ DE TOUT SAVOIR

Cette tentative de contrôle total d'Internet représente, pour nos sociétés démocratiques, un péril inédit : « Permettre la surveillance d'Internet — affirme Glenn Greenwald, le journaliste américain qui a diffusé les révélations d'Edward Snowden²⁴ — reviendrait à soumettre à un contrôle d'État exhaustif pratiquement toutes les formes d'interaction humaine, y compris la pensée proprement dite²⁵ ».

C'est la grande différence avec les systèmes

de surveillance ayant existé auparavant. Nous savons, depuis Michel Foucault, que la surveillance occupe une position centrale dans l'organisation des sociétés modernes. Lesquelles sont également des « sociétés disciplinaires » où le pouvoir, au moyen de techniques et de stratégies complexes de vigilance, cherche à exercer le plus grand contrôle social possible²⁶.

Cette volonté de l'État de tout savoir sur les citoyens est politiquement légitimée par la promesse d'une plus grande efficacité dans l'administration bureaucratique de la société : l'État affirme qu'il sera d'autant plus performant, et donc servira d'autant mieux les citoyens qu'il les connaîtra mieux, de la façon la plus approfondie. Toutefois, étant devenue de plus en plus invasive, l'intrusion de l'État a fini par provoquer, depuis longtemps, un croissant refus chez les citoyens attachés au sanctuaire de leur vie privée. Dès 1819, dans son célèbre discours, « De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes », Benjamin Constant réclamait la protection de la sphère privée. Et Alexis de Tocqueville notait déjà, en 1835, que les modernes démocraties de masse produisent des citoyens privés dont une des préoccupations principales est la protection de leurs droits. Et que cela les rend particulièrement chatouilleux et belliqueux contre les prétentions intrusives et abusives de l'État²⁷.

Cette tradition se prolonge aujourd'hui en la personne des « lanceurs d'alerte » comme, par exemple, Julian Assange et Edward Snowden, tous deux féroce­ment persécutés par les autorités

Ignacio Ramonet

L'empire de la surveillance

**Suivi de deux entretiens avec Julian Assange
et Noam Chomsky**

Postface inédite

Les révélations d'Edward Snowden ont permis de découvrir que notre vie privée est menacée par la surveillance et l'espionnage de masse auxquels nos outils technologiques, censés à l'origine élargir notre espace de liberté, nous soumettent tous.

Internet et sa révolution numérique profitent en premier lieu à cinq entreprises privées américaines – Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft – qui s'enrichissent en exploitant nos données personnelles, qu'elles transfèrent en continu à la NSA, la plus puissante des agences américaines de renseignement. Simultanément, prétextant lutter contre le terrorisme, des gouvernements – y compris parmi les plus démocratiques – n'hésitent plus à enfreindre leurs propres lois pour mieux espionner et contrôler leurs citoyens. Dans une postface inédite, Ignacio Ramonet souligne l'accélération de ce phénomène lors des épisodes de *frayeurs collectives*, permise par les applications rendues quasi-obligatoires pour limiter la propagation d'un virus.

L'auteur décrit ici l'alliance – État, appareil militaire de sécurité, industries géantes du Web – qui a produit cet empire de la surveillance qui défie les citoyens, restreint leurs droits civiques et met en péril une certaine conception de la démocratie.



L'empire de la surveillance Ignacio Ramonet

Cette édition électronique du livre
L'empire de la surveillance d'Ignacio Ramonet
a été réalisée le 28 décembre 2023 par les Éditions Gallimard.

Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage
(ISBN : 9782073039545 - Numéro d'édition : 615589).

Code produit : Q00870 - ISBN : 9782073039576.

Numéro d'édition : 615592.